



COMMUNIQUE DE PRESSE

CP/SPK#038/2015

LE CHEF DE LA MINUSCA FAIT LE POINT SUR LES ALLEGATIONS D'EXPLOITATION ET D'ABUS SEXUELS

Bangui, le 4 septembre 2015 – Le Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), Parfait Onanga-Onyanga, a fait, ce 4 septembre 2015, un état des lieux complet sur les cas d'allégations d'exploitation et d'abus sexuels ainsi que les mesures prises pour mettre un terme à ce fléau. A la faveur d'une conférence de presse, il a annoncé, à ce jour, quatorze (14) cas d'allégation d'exploitation ou d'abus sexuels commis par le personnel des Nations Unies en RCA et qui ont été signalés à la MINUSCA.

M. Onanga-Onyanga s'est dit consterné par le nombre d'abus commis notamment envers des enfants nonobstant les efforts consentis par mettre un terme à ces délits, que le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a qualifié de « cancer de notre système ». Effet, « 8 de ces 14 allégations sont des cas impliquant des mineurs de moins de 18 ans ». Il a ainsi condamné dans les termes les plus forts tous les cas d'exploitation et d'abus sexuels et a exprimé toute sa sympathie aux victimes. « En tant que fonctionnaire de l'ONU, en tant que père, j'ai du mal à dormir, sachant que les enfants que nous sommes censés protéger peuvent avoir été abusés » a-t-il martelé.

Parmi ces cas, douze (12) auraient été commis par des militaires, l'un implique la police et l'identité de l'auteur du quatorzième cas est encore inconnue. Chaque cas a été documenté et des enquêtes préliminaires ont été menées pour préserver les preuves. Pour les 12 cas impliquant des militaires, chaque pays contributeur de troupes a été informé et le déploiement d'enquêteurs nationaux a été requis. Pour six cas, des enquêtes sont déjà en cours par les pays contributeurs de troupes. Dans deux cas, la Mission mène elle-même les enquêtes car le pays contributeurs de troupes n'a pas envoyé un enquêteur national. Dans trois autres cas, des enquêtes conjointes Nations-Unies et enquêteurs nationaux sont en cours. Enfin, dans trois autres cas, le Bureau des services de contrôle interne a entrepris une enquête préliminaire afin de préserver les preuves.

Parfait Onanga-Onyanga a réaffirmé la détermination des Nations Unies à amener les pays contributeurs de troupes et de police sous le commandement de l'ONU à tout mettre en œuvre pour que justice soit faite. A cet égard, le Secrétaire général, Ban Ki-moon, « sollicite la collaboration

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



@UN_CAR

sans équivoque des pays contributeurs de troupes, qui détiennent l'autorité légale première de poursuivre les auteurs de ces crimes odieux, afin de mettre un terme à ce fléau une fois pour toutes ». Le Représentant du Secrétaire général pour la Centrafrique a souhaité aller plus loin dans l'obligation d'accompagner le processus de guérison des victimes. A cet égard, il a appelé la communauté internationale, la société civile, les média et les dirigeants de la RCA en partenariat avec la MINUSCA et la famille des Nations Unies, à envisager un programme de sensibilisation global de la société contre l'exploitation et les abus sexuels. Enfin, il a plaidé en faveur du développement de mécanismes d'information sur les allégations d'exploitation ou d'abus perpétrés par le personnel de la MINUSCA.

Communication and public information office



<http://minusca.unmissions.org>



[Facebook.com/minusca.unmissions](https://www.facebook.com/minusca.unmissions)



@UN_CAR